

Intervention d'AC ! au congrès de Sud à la Tremblade le 21 mai 2015

Mesdames, Messieurs amis et camarades bonjour,

Qu'il me soit permis dans un premier temps de remercier le syndicat Sud qui m'a autorisé à prendre la parole dans son congrès. Rapidement, je m'appelle Joëlle Moreau et je suis porte-parole d'A.C!. Pour faire un clin d'œil aux camarades qui m'ont accompagné, mon collectif d'origine est A.C ! Gironde.

Comme vous n'êtes pas sans le savoir A.C ! est né d'un appel contre le chômage lancé en novembre 1993 dont l'idée avait été formulée lors des rencontres de collectifs courant juin 1992. Deux personnes ont joué un rôle d'impulsion particulièrement importante et apparaîtront comme les représentants de l'organisation, je parle ici de Christophe Aguiton et bien évidemment de Claire Villiers, qui n'est plus des notre et qui à l'époque était à la C.F.D.T. A.N.P.E. Je n'oublie pas au passage dans les membres fondateurs d'A.C ! la présence de nos amis de SUD PTT.

Et oui, mes camarades, nous avons ensemble organisé la marche nationale contre le chômage et la grande manifestation à Paris le 28 mai 1994 ou certains d'entre nous ont signé le serment du même nom. Ce serment, je vous invite tous à le relire. A l'époque déjà nous déclarions l'exclusion hors la loi, nous tenions pour illégale tout ce qui concourt à la mise à la marge d'un être humain. Nous pensions que rien ni personne ne pouvaient prévaloir sur le droit inaliénable de chacun et de chacune de voir reconnu sa place dans la société, de voir mise en œuvre son droit à un emploi conformément à la constitution, ses droits à un revenu décent à un logement, à la formation et à la culture. Nous refusions déjà la logique mortelle d'un système qui annule l'avenir et met en péril la démocratie. Nous disions que l'économie devait être au service des hommes et des femmes et non l'inverse. Nous voulions changer la logique parce que l'avenir de notre société et celui de la démocratie sont en jeu. Nous avons dit aussi que cette manifestation était un commencement, nous ne pouvions pas penser que pour la plus part cela serait le combat d'une vie. Aujourd'hui nous ne nous résignons toujours pas et nous n'acceptons toujours pas, car s'enfermer dans son malheur et dans sa solitude c'est consentir à la défaite. C'est tous ensemble que nous allons continuer à agir. Tous ensemble nous allons réinventer l'avenir. Avec ces quelques phrases je viens de vous montrer la fraîcheur des idées du serment du 28 mai 1994.

Aujourd'hui A.C ! est une fédération de fait de collectifs avec une chartre de référence et une association les amis d'A.C ! qui gère les questions administratives. Au passage, je vous donne le bonjour de Jean d'A.C. ! Flers qui a maintenant 84 ans qui est le doyen de notre mouvement, toujours fidèle au poste et spécialisé entre autre contre les coupures de fluides. J'en profite aussi pour vous donner des nouvelles de nos amis de Clermont Ferrand qui eux sont investi dans la lutte contre les coupures du R.S.A. au sein-même de leur conseil général. Je vous parlerais aussi de nos amis d'AC ! Nord pas de calais, AC ! Besançon, A.C ! Trégor et d'A.C ! Quimper, et qui eux continuent, comme tous les A.C !

D'ailleurs a aidé les chômeurs à survivre à cette institution kafkaïenne qu'est devenu Pôle-Emploi.

Nos dernières assises qui ont eu lieu en janvier 2015 sont riches de discussions comme par exemple sur le salaire socialisé dont l'enjeu est la création d'une vraie sécurité sociale à vie pour tous. Nous envisageons d'organiser aussi une rencontre sur le chômage en fin d'année en plus de notre manifestation qui aura lieu le 6 décembre 2015. Bien sur les camarades de SUD y seront invités.

Dans sept jours nous serons le 28 mai 2015 soit 21 ans d'une lutte incessante contre le chômage, la précarité et leur conséquence : la misère, la pauvreté, les larmes et la souffrance. La situation face au chômage est catastrophique. Les derniers chiffres diffusés par la DARES en avril 2015 font apparaître fin mars 5.590.600 personnes au chômage.

Soit une augmentation de plus 0.4% pour la seule cat A. Pour vous donner une idée cela représente 15.400 demandeurs d'emploi en plus sur un mois. Ces chiffres sont d'autant plus grave si j'ajoute qu'en parallèle Pôle-Emploi a radié 305.400 personnes. Les derniers chiffres de l'INSEE révèlent aussi que 13.500 postes ont été détruits pour le premier trimestre 2015. En un an c'est 68.500 emplois qui ont été rayé de la carte. Tandis que 90% des embauches se font maintenant en C.D.D. au moyen d'offres précaires voir très précaires. En parallèle la pauvreté explose en France ; 10 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté ; 3, 5 millions sont mal logés et le dernier rapport de l'UNICEF indique que 440.000 enfants sont les victimes directes de la crise.

Au niveau politique, vous avez suivi comme moi le gouvernement Hollande qui a commencé par faire signer l'accord national interprofessionnel en janvier 2013. Accord dit de sécurisation de l'emploi mais qui, sous couvert, de créations de droits rechargeables à l'assurance chômage, institue la flexibilité pour les salariés et impose à l'employé d'être disponible au désidérata des patrons. Pire le salaire est lui aussi devenu flexible. Par contre vous avez suivi les bugs successifs de la mise en place de la convention d'assurance chômage dite du 22 mars 2014. Cela a commencé par un large mouvement des intermittents toujours actif aujourd'hui qui dénonçait la remise en cause des annexes 8 et 10 et l'annexe 4 concernant les intérimaires. L'enjeu : conservait intact une vraie assurance contre la précarité de leur situation face à l'emploi. Précarisation tellement généralisé pour tous que le slogan support de leur lutte sera : « ce que nous défendons, nous le défendons pour tous ». L'UNEDIC a un déficit cumulé de 25 milliard d'euros, on peut même dire qu'elle est en faillite. La promesse de l'ANI (droits rechargeables) faite par le MEDEF aux syndicats signataires est donc, loin d'être une avancée sociale et c'est bien sur avant tout une incitation à accepter n'importe quel petit boulot à n'importe quel prix afin de recharger les droits. Je ne vous raconterais pas dans les détails leur mise en place à partir du premier octobre 2014, tellement nombre de chômeurs ont été lésés sur le montant de leur droit d'allocation de retour à l'emploi et même après signalement de ce problème l'instauration du droit d'option est en fait loin de compenser les pertes. Pôle-Emploi, en effet, n'est pas dans l'obligation d'en informer les demandeurs d'emploi. Je peux vous dire qu'au vu de ce qui c'est passé l'accord national interprofessionnel devrait être remis en cause car il est Caduc.

Dans le même temps les salariés, quant à eux, quand il ne se suicide pas, voient leur revenu remis en cause, y compris le smic, et leurs conditions de travail dégradées avec des attaques sans précédent contre les 35 heures, les seuils sociaux et le code du travail. Par contre du côté du patronat, le gouvernement distribue des dizaines de milliards au nom de la lutte contre le chômage. 20 Milliards pour le Crédit emploi Compétitivité auquel il faut ajouter le pacte de responsabilité et ses 50 milliards, plus les 220 milliards par an d'argent public qui va directement dans les caisses du patronat et n'oublions pas les 30 milliard de fraudes des entreprises. Le pire c'est que cet argent est distribué au nom de l'emploi.

L'offensive libérale de ce gouvernement est telle qu'il a choisit, sous l'égide de son ministre du travail de lutter contre les chômeurs et non contre le chômage en instituant le contrôle de la recherche d'emploi. Cela, mes camarades, signe l'aveu de l'échec de sa politique pour l'emploi et de son fameux pacte de responsabilité sans contre partis imposé au patronat avec déjà des déclarations annonçant des économies à faire sur l'aide au logement payé par les CAF qui impacte directement les plus demunis. C'est aussi l'échec de la loi Macron 1 qui au passage remet en cause les prud'hommes et la futur loi Macron 2. Ces lois ne servent que les intérêts patronaux. Par contre l'annonce du contrôle de la recherche d'emploi comme l'annonce du contrôle des comptes bancaires pour obtenir la CMUC concours de la même logique de chasse aux pauvres. Cette violence sociale fera du « salaud de pauvre » un profiteur du système, supposé fraudeur. Exit l'image de la victime subissant la politique libérale qui privilégie le profit au détriment de l'emploi et continue d'enrichir toujours les riches. Vous ne vous trompez pas ce sont bien des socialistes qui mettent cela en œuvre !

En parallèle Pôle-emploi quant à lui, se prépare à mettre en œuvre sa stratégie 2020 . Dès juin 2015, les personnes en recherche d'emploi pourront accéder à de nouveaux services digitaux (MOOC, Serious game, e-learning, applications mobiles...) répondant à leurs besoins et accessibles sur le canal de leur choix (ordinateur, smartphone, tablette...). Enfin, mais le seul besoin c'est obtenir un travail décent correctement rémunéré. La vérité, les logiques misent en œuvre, dans ce plan stratégique 2020, sont de plus en plus déshumanisantes avec la volonté d'éloigner au maximum le chômeur de son agence et de son conseiller parcequ'ils n'ont rien à proposé de concret aux gens. Pour comprendre Il faut compléter le tableau avec le suivit 100% Web. Demain il est prévu de laisser les chômeurs collé à leurs machines. Pire l'entreprise Jobijoba gérant un site de recherche d'emploi privé propose même déjà des accompagnements avec des conseillers virtuels. Pour les camarades de sud emploi sachez que votre direction, demain, à déjà prévu de vous remplacer par des robots. Dans les faits le site de Pôle-Emploi deviendra une prison numérique qui permettra tous les contrôles et tous les abus liberticides. Le comble dans cette triste histoire c'est qu'il avance sans voire la fracture numérique qui existe belle est bien entre ceux, des campagnes ou des villes qui peuvent ou ne peuvent pas se payer une connexion internet. Mais sachez que déjà celui qui n'a pas créer un espace personnel sur le site de Pôle-Emploi à de plus en plus de difficultés à accéder simplement aux offres, exit donc l'égalité de traitement. Il est même prévu de remplacer l'accueil en agence par des bornes informatisées. Ce sont les Visio-guichet.

Dans le même temps Pôle emploi oriente de plus en plus de chômeurs vers des entreprises de placements privés, ce qui à terme finira de détruire ce qui reste encore du service public de placement. Ces entreprises privées cherchent à faire du fric avec la misère. C3 consultant, était une de ces entreprises largement soutenu par l'argent public de Pôle emploi à hauteur de 2 Millions d'Euros. C3 consultant a falsifié des contrats d'embauche, des dossiers d'accompagnement et détourné ainsi de l'argent publique. Et dernière nouvelles son Pdg n'a pas été vraiment condamné pour cette escroquerie. Cela aurait dû sonner le glas de l'expérience de l'accompagnement privé, et bien non ! Pôle-Emploi étant complètement sur-bouqué face à la massification du chômage et en incapacité d'offrir un accompagnement correct aux demandeurs d'emploi, certains conseillés cumulent de 250 à 300 suivis individuels dans leur portefeuille, s'enferme quand-même dans les logiques des suivis privé ; Pire Pôle Emploi va jusqu'à leur orienter ceux qui ont les meilleurs chances de retrouver un travail rapidement. Sciant ainsi la branche sur laquelle ils sont assis car demain il sera facile pour le privé d'annoncer que leurs performances en matière de placement dépassent celles du service public de l'emploi.

Sous l'égide du ministère du travail est face à une équation sans solution Pôle Emploi doit faire baisser les chiffres du chômage sans pour autant avoir le nombre d'offres d'emploi requis : 1,1 Millions d'offres pour 5,5 Millions de chômeurs. Le rapport est donc d'une offre pour cinq demandeurs. La solution trouvée par le conseil d'administration de Pôle-Emploi, hier, c'est de créer un corps de contrôleur de la recherche d'emploi pour augmenter la pression sur les chômeurs, accusés de ne pas chercher suffisamment l'emploi que Pôle Emploi est lui incapables de trouver. Ils sont même incapables de proposer 2 offres raisonnables d'emploi à chaque demandeur. Pourtant c'est la loi ! Devant l'injustice du contrôle, Pôle emploi prévoit une explosion de la violence quand les personnes contrôlés s'apercevront qu'il ne s'agit nullement de redynamisation mais simplement de radier et d'exclure, avec pour conséquence la suspension du versement des allocations pendant 15 jours la première fois et 1 à 6 mois les suivantes. Largement suffisant pour crever de faim ! Tellement minable que par précaution Pôle-Emploi a donc envisagé pour ses contrôleurs des mesures de sécurités particulières. Pôle emploi sera donc juge, avocat et procureur sans contre pouvoir pour limiter leurs futurs abus. Gentil, qu'ils sont de prévoir quand même un recours devant leurs propres médiateurs. Médiateurs, dont le rôle est de faire, déjà simplement tampon au bénéfice de l'institution Pôle emploi face aux nombreux et légitimes sujets de mécontentement des chômeurs. Il est facile de comprendre sur qui le piège du contrôle se refermera. Il y a là, a n'en pas douter une question de constitutionnalité. Il faudra d'ailleurs que sur ce sujet Sud nous apporte tout son soutien.

Sachez quand même que nos associations de chômeurs ne sont absolument pas entendues lors des comités de liaison avec Pôle emploi. Si nous avions été entendus ces contrôles n'auraient pas été mis en place. Je réaffirme ici qu'AC ! est contre toute forme de contrôle. Nous nous battons avec tous ces futurs radiés. Pourquoi ne pas envisager et construire à nouveau un mouvement de chômeurs.

La situation actuel est grave, mais mes camarades, a y regarder de plus prêt on s'aperçoit qu'il y a une lueur d'espoir et que certaines choses fonctionnent. Face aux licenciements, aux chômages, aux injustices et à la destruction des entreprises les salariés luttent, se battent et se mettent en grève et gagne ! Je pense aux copains de Ford toujours sur la brèche, toujours la tête haute mais aussi aux salariés de leader Price de cap de Bos à coté de Pessac qui ont totalement réussi à faire reculer leur patron.

N'oublions pas non plus la lutte des intermittents qui ont temps bien que mal réussi à sauvegarder leurs régime et a tous ces précaires qui luttent. J'en veux pour preuve la victoire des salariés grévistes de la société TNF du nettoyage des centres des impôts. Mais pensons aussi au collectif des EVS à l'éducation national qui lutte pour la pérennisation de leur contrat. Pensons aussi au DAL qui vient d'imposer à la préfecture de Paris le relogement de 200 familles. Et au Association de chômeurs AC !, APEIS , MNCP et d'autre que je ne cite pas qui ont sauvé et qui sauvent moult et moult demandeurs d'emploi empêtrés dans des tracasseries administratives, faisant face à des radiation , des indus, des trop perçus ou tout simplement pour faire respecter leur droit. La lutte fonctionne ! A nous, à vous de créer les convergences qui permettront leurs émergences. Et pour ce faire soyez sur que nous avons besoin d'un syndicat offensif, unitaire et révolutionnaire, démocratique et solidaire. Une perspective nous attend déjà c'est la mobilisation pour la défense du service public à Gueret le 13 et 14 juin 2015. Donnons-nous comme perspective de réussir ce rendez-vous ensemble.

Moi qui aie connu la création et le soutien, en Gironde, de Sud Rail, de Sud Métaux en 1995, qui a vécu réellement le soutien de Sud Ptt depuis 1994 puis le soutiens de Sud Education auxquels il faut ajouter le soutien de Sud culture ; Et on les remercie chaleureusement ! J'aimerais vous dire mes camarades d'être certain du chemin parcouru, du travail accomplie, de votre devenir et de votre avenir. La solidarité, l'unité et l'esprit de démocratie seront les valeurs qui uniront l'humanité dans le futur. N'en doutez pas ! Même si cela est difficile aujourd'hui.

AC ! à 21 ans d'existence, l'âge de raison sois disant, c'est surtout 21 ans d'une guerre sociale et économique, sans discontinuer qui implique de graves ravages, certain appel cela une crise systémique. Je préfère la nommer une endémie systémique. Nous assistons à la destruction méthodique de ce qui a fondé la socialisation de la vie humaine avec devant nous une décivilisations à l'échelle de la planète. En cause une économie libérale triomphante qui permet d'exploiter les êtres humains et la planète sans retenue jusqu'à dépasser ces limites de renouvellement. Les profits ainsi créaient engraisse une oligarchie capitaliste toujours plus riche tandis que la multitude s'appauvrit.

Cette endémie systémique et ses pendants la dette et l'austérité poussée au maximum pourraient induire la naissance d'un néo-moyen âge. Cet effondrement total de nos civilisations est possible et pourrait engendrer une vraie barbarie sans référence historique.

En tout cas sachez que cette dette qui pèse et qui peut peser sur les épaules de l'humanité pendant des siècles, parce qu'elle a été créée pour ça, est une chaîne de Ponzi, autrement dit une escroquerie financière qui si elle n'est pas stopper permettra la mise en esclavage

de l'humanité entière, voir peut être même son anéantissement. Dans les années à venir il va falloir rester éveiller et réveiller toutes les consciences.

Au nom d'AC !, je vous remercie encore de votre soutien et j'espère qu'il continuera. Pour ceux qui voudraient signer le serment du 28 mai sachez comme le disait Claire Villier en 2004 lors des journées d'été à Bordeaux que c'est toujours possible et à tout moment..... D'ailleurs elle nous le dédicacera une nouvelle fois en écrivant : une aventure solidaire, revendicative, politique, une vraie aventure Humaine. Tout a été dit !

Merci de m'avoir écouté.

Bordeaux le 19 mai 2015

Joëlle Moreau Porte parole d'AC !